

Les nouvelles orientations diplomatiques

La politique étrangère des pays du nord de l'Afrique est victime de l'indécision et l'instabilité, qui dureront encore jusqu'à l'avènement de régimes légitimes et stables.

Ridha Kéfi

Les révolutions arabes, qui se sont soldées par la chute de trois régimes dictatoriaux en Afrique du Nord, en Tunisie, Égypte et Libye, et par la montée, dans les trois pays, de régimes islamistes, ont complètement changé la configuration géopolitique régionale, notamment sur les plans maghrébin, arabe et euro-méditerranéen.

À vrai dire, les lignes idéologiques et politiques dans les trois pays continuent de bouger, les révolutions sont encore inachevées et la situation générale est susceptible de subir des soubresauts, des mutations voire des remises en cause radicales, car les forces en présence (islamistes, nationalistes, libérales, laïques, progressistes...) sont, elles-mêmes, en phase de reconstitution.

Quant aux populations, qui se sont libérées du joug de l'oppression et de la dictature, elles ne comptent pas se laisser dominer de nouveau par un régime dictatorial, quel que soit son obédience. D'autant que la revendication de liberté et de démocratie est désormais très forte parmi toutes les couches de la société, et pas seulement parmi les élites politiques. La poursuite des manifestations populaires pour faire pression sur les gouvernements provisoires aujourd'hui en place et infléchir certaines de leurs décisions est la preuve du grand dynamisme sociopolitique né grâce aux révolutions. Ces manifestations sont d'ailleurs souvent lancées et encadrées par des organisations de la société civile. Ce qui explique la marge de manœuvre étroite dont bénéficient les acteurs politiques, surtout ceux au pouvoir, et dont les faits et gestes sont suivis à la loupe par l'opinion publique. Et même, souvent, dénoncés et contestés, en donnant lieu à des revirements spectaculaires du pouvoir exécutif.

Ces précisions s'imposaient, au début de cet article, pour souligner la difficulté d'identifier, aujourd'hui, des mutations ou des orientations nouvelles de la politique étrangère dans les pays du *Printemps arabe*, celle-ci subissant l'indécision et l'instabilité qui prévalent actuellement dans ces pays, et qui dureront encore jusqu'à l'avènement de régimes légitimes et stables.

Nous nous contenterons, dans ce qui suit, de passer en revue les faits marquants dans les relations intermaghrébines, interarabes et à l'intérieur de l'espace euro méditerranéen depuis le déclenchement de la révolution tunisienne, le 14 janvier 2011.

Le Maghreb en état d'hibernation

Après la chute du régime de Ben Ali, en Tunisie, le vent de la révolte a gagné, presque simultanément, tous les pays de l'Afrique du Nord, l'Égypte et la Libye bien sûr, mais aussi l'Algérie et le Maroc. Ces deux derniers sont cependant parvenus, au bout de quelques semaines, à maîtriser les révoltes populaires en usant de la carotte des cadeaux sociaux (hausse des salaires, maîtrise des prix de première nécessité, etc.) et du bâton de la répression policière. Mais la chute des régimes de Ben Ali et de Moubarak et le déclenchement de la guerre civile en Libye ont fait craindre un hypothétique effet domino qui atteindrait Alger et Rabat. Cette crainte a affecté les relations intermaghrébines, qui sont passées par une période de refroidissement.

L'Algérie, qui appréhendait le pourrissement de la guerre civile en Libye et la dissémination des combattants islamistes et des armes dans ses régions sahariennes, où le réseau Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI) est déjà actif, a observé une sorte de bienveillante neutralité vis-à-vis de la Tunisie voisine. Mais, tout en appréhendant la montée du parti islamiste Ennahdha, qui n'a d'ailleurs pas tardé à accéder au pouvoir après les élections du 21 octobre 2011, Alger n'a essayé, à aucun moment, de s'immiscer dans les affaires tunisiennes. La visite effectuée par l'ex premier ministre Béji Caïd Essebsi, dès sa prise de fonction, à Alger, a été appréciée par les autorités algériennes, qui ont même décidé une aide financière pour soutenir leur hôte dans sa mission de mener la barque de la transition politique à bon port. L'Algérie ne s'est d'ailleurs pas déparée de cette position de bienveillante neutralité vis-à-vis de la Tunisie, même après l'accès des islamistes au pouvoir. La visite du président

de la république provisoire, Moncef Marzouki, à Alger, dès son accession au Palais de Carthage, a permis de renforcer ce climat de confiance. Parallèlement, la coopération sécuritaire et militaire a permis de sécuriser les frontières communes et d'empêcher la circulation des combattants *ihadistes* et des armes en provenance de Libye.

Le Maroc, de son côté, s'est attelé à calmer le front intérieur en promulguant une nouvelle Constitution, qui rééquilibre les pouvoirs, sans toucher à l'autorité de l'institution monarchique, et en organisant des élections qui ont permis au parti islamiste modéré et légaliste, Justice et développement, de constituer un gouvernement.

Sur le plan extérieur, Rabat ne s'est pas précipitée pour répondre positivement aux sollicitations du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en adhérant officiellement à ce club fermé de monarchies pétrolières. Il aurait ainsi donné un coup mortel à l'Union du Maghreb arabe (UMA), l'organisation régionale dont il est membre et dont il abrite le siège du secrétariat général. Mais le royaume chérifien a su profiter de l'aide financière de ces monarchies pour mieux résister aux impacts de la crise économique. Il a aussi réussi à resserrer ses liens avec l'Union européenne (UE), son premier partenaire économique.

D'une certaine manière, et même si le sommet maghrébin que le président Marzouki a souhaité accueillir à Tunis, en octobre 2012, et pour lequel il a eu l'accord de principe des cinq chefs des États membres de l'UMA, lors de sa tournée maghrébine de mars 2012, n'a finalement pas eu lieu, les pays du Maghreb semblent déterminés à préserver leurs relations historiques, par-delà (et malgré) les transformations politiques induites par les révolutions dans certains de ses pays membres. La *realpolitik* et le souci de ne pas hypothéquer l'avenir ont incité les chefs d'État de la région à maintenir la construction régionale « sur cale » (selon l'expression de feu roi Hassan II) en attendant des jours meilleurs.

Monde arabe : les assauts des pays du Golfe

Au lendemain de la chute des régimes de Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, à laquelle les pays du Golfe, et notamment le Qatar, à travers la chaîne d'information Al Jazira, n'ont pas peu contribué, les monarchies pétrolières ont su se déployer rapidement en Tunisie, Égypte et Libye. Leurs relais dans



De gauche à droite : le président de l'Assemblée tunisienne, Ben Jafar, les présidents de l'Algérie, Bouteflika, et de la Tunisie, Marzouki, et l'émir de Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa al Thani, lors du premier anniversaire de la révolution tunisienne, le 14 janvier 2012. / FETHI BELAÏD/AFP/GETTY IMAGES

ces pays, les partis islamistes, qui sont revenus au premier plan, ont joué un grand rôle dans ce déploiement. Leur objectif : détourner les révolutions survenues dans les pays d'Afrique du Nord de leurs orientations initiales, libérale et démocratique, et empêcher qu'elles ne servent de modèles pour leurs propres populations. Quel meilleur moyen pour cela que d'aider à faire triompher, dans ces pays, les mouvements islamistes et salafistes?

Les Qataris ont ainsi soutenu les Frères musulmans en Égypte et Ennahda en Tunisie, financièrement et diplomatiquement, en défendant leur cause auprès des États-Unis et des autres puissances occidentales. Les Saoudiens, pour leur part, ont financé les groupes salafistes, qui ont essaimé dans les trois pays à un rythme incroyable, créant des associations écrans dites caritatives, d'enseignement du Coran ou d'œuvres sociales, et qui servent, en réalité à renforcer l'implantation de ces groupes dans les différentes régions. C'est à travers ces réseaux que les combattants *ihadistes* étaient recrutés et envoyés en Syrie via la Turquie, après des entraînements sommaires en Libye. Beaucoup sont morts et d'autres ont été arrêtés par les autorités syriennes et montrés à la télévision de ce pays.

Cette évolution a eu un impact important sur les politiques étrangères des trois pays, qui nouent au-

jour d'hui des relations très fortes avec le Qatar, l'Arabie saoudite, mais aussi la Turquie, qui sert ici de leurre ou de faux modèle d'un régime islamiste laïque occidental.

En réalité, les partis islamistes au pouvoir en Égypte et en Tunisie ne sont en rien comparables à l'AKP d'Erdogan: ce sont des partis fondamentalistes conservateurs, qui peuvent se montrer pragmatiques, en nouant des relations utiles avec les pays occidentaux, à l'instar du Qatar ou de l'Arabie saoudite, mais ils restent foncièrement monolithiques et antidémocratiques. Les récentes dérives autoritaires des gouvernements en place dans ces deux pays trahissent, sous le vernis démocratique, des objectifs non avoués d'instaurer, à terme, des régimes islamiques au sud de la Méditerranée.

Euroméditerranée : joindre l'utile et le désagréable

Au lendemain de la chute des régimes dictatoriaux en Afrique du Nord, l'opinion publique dans ces pays a nourri quelques ressentiments à l'égard des pays européens, considérés, sans doute à tort, comme les plus forts soutiens aux régimes déchus. Les pays européens, qui étaient pris au dépourvu par l'ampleur des révoltes et la fragilité des systèmes dictatoriaux en place au sud de la Méditerranée, ont mis plusieurs mois avant de réagir. Ils ont temporisé lors de la révolution en Tunisie, puis en Égypte, donnant l'impression d'hésiter sur la position à prendre, hésitation jugée inopportune, car pouvant être interprétée comme un soutien tacite aux dictatures en place dans ces deux pays.

L'engagement de la France et, après elle, des autres pays européens en faveur des groupes rebelles libyens ont corrigé cette impression. Ainsi, d'ailleurs, du soutien apporté par ces pays, sur les plans bilatéral et au niveau de l'Union européenne (UE), aux nouvelles autorités mises en place à Tunis et au Caire.

Les visites à Tunis de hauts responsables européens, telle l'ex-chef du gouvernement espagnol José Luis Rodríguez Zapatero, début mars 2011, l'aide apportée aux réfugiés libyens dans les camps au sud de la Tunisie et les aides financières approuvées pour soutenir les transitions démocratiques en cours dans la région, ont permis de rétablir les ponts du dialogue entre le nord et le sud de la Méditerranée.

Aussi la signature, le 19 novembre 2012, au siège du Conseil européen à Bruxelles, au terme de la 9ème session du Conseil d'association Tunisie-UE, d'un accord politique portant sur un nouveau plan d'action entre l'UE et la Tunisie, est-il un signe fort de la reprise de ce dialogue. L'accord, sous forme d'« un partenariat privilégié » va définir le cadre juridique pour la coopération entre Tunis et Bruxelles et portera sur

la période 2013-2017, avec une possibilité de prolongation.

L'accord vient couronner une volonté commune de poursuivre la dynamique d'intégration euro maghrébine lancée depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Les révolutions du *Printemps arabe* et l'arrivée des partis islamistes, au tropisme moyen-oriental très développé, n'ont donc pas hypothéqué ce processus comme on s'en était inquiété au début 2011. Il faut dire que l'UE, malgré la crise sévissant dans la zone euro, n'a pas lésiné sur les moyens pour venir en aide de ses partenaires, tunisien et égyptien, dont les économies ont été malmenées par les soubresauts du mouvement révolutionnaires.

La Tunisie a ainsi bénéficié d'une première aide financière de 400 millions d'euros, auxquels se sont ajoutés 80 millions d'euros supplémentaires d'aide humanitaire versés en 2011, pour faire face à l'accueil des réfugiés libyens. La Tunisie bénéficiera également des prêts signés par la Banque européenne d'investissement (BEI) essentiellement destinés à soutenir le secteur privé. Ces prêts s'élèvent à un montant global de 1,8 milliard d'euros sur la période 2010-2013. Pour la seule année 2012, ces prêts se chiffreront entre 200 et 265 millions d'euros.

L'Égypte, pour sa part, recevra de l'UE, en termes de coopération bilatérale, une aide totale de 449 millions d'euros sur la même période 2011-2013. Quant aux prêts signés par la BEI en faveur de l'Égypte, ils s'élèveront à 1,7 milliards d'euros sur la période 2010-2013.

« Lors de ma dernière visite à Tunis, en juillet dernier, j'avais parlé de quatre points de coopération à réaliser : le partenariat privilégié, un plan d'action, une négociation des accords commerciaux et un accord sur l'Open Sky. Aujourd'hui, nous concrétisons le premier point et je reste confiant pour les autres points », a déclaré Stefan Füle, le commissaire européen en charge de l'Élargissement et de la Politique de voisinage, lors de la signature de l'accord avec la partie tunisienne. Et d'ajouter: « Nous sommes donc sérieux dans nos promesses. Nous voulons conclure des accords qui soient bénéfiques pour les deux parties. La réussite de la transition va nécessiter beaucoup d'efforts, mais vous n'êtes pas seuls, nous sommes prêts à vous aider ».

Ces paroles ont dû rassurer les partenaires sud-méditerranéens, qui se trouvent aujourd'hui face à des défis fondamentaux, notamment dans les domaines liés aux réformes démocratiques, économiques et sociales, ainsi que dans le secteur sécuritaire.

L'intérêt profond de l'Union pour une intégration plus étroite entre les pays du Maghreb, et entre le Maghreb et l'UE, va servir de base pour le renforcement des liens entre le nord et le sud de la Méditerranée et, sans doute aussi, pour la relance de l'Union pour la Méditerranée, restée en *stand-by* depuis son premier sommet, en juillet 2008, à Marseille. ■